



Devant la lenteur de la négociation, les professionnelles en soins haussent le ton

Trois semaines après l'ultimatum du premier ministre pour régler rapidement la négociation, force est de constater que la FIQ n'est pas plus près d'une entente globale. Les objectifs de s'entendre sur les salaires et de s'attaquer aux problèmes particuliers que vivent les professionnelles en soins en régions éloignées ne sont pas atteints.

Les déléguées de la FIQ et de la FIQP, réunies en conseil national virtuel le 25 mai, ont donc adopté **une recommandation à l'effet de tenir, au moment opportun, des assemblées générales locales afin de consulter les membres sur l'obtention d'un mandat de grève, pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée.** Le message est clair : les professionnelles en soins sont mobilisées afin de faire valoir leurs droits et faire reconnaître leur expertise.

Les déléguées ont jugé qu'après 18 mois de négociation et une éprouvante année de pandémie, il est temps de déployer tout notre arsenal pour exiger des réponses immédiates du gouvernement : qu'entend-il par des offres salariales spécifiques pour les professionnelles en soins ?

En effet, malgré les paroles du premier ministre dans les médias au cours des dernières semaines, la seule offre sur la table présentement est de 5 % d'augmentation salariale sur trois ans, en plus de 1 % conditionnel à la croissance économique et de montants forfaitaires. Ainsi, la FIQ a le devoir d'aller vérifier les intentions du gouvernement sur les offres différenciées et c'est ce que fera l'équipe de négociation le plus rapidement possible.

En parallèle de la préparation de la grève, les actions de mobilisation et de visibilité se poursuivent, tant aux niveaux local et national, toujours en collaboration avec l'APTS.

Les prochains rapports d'étape de la négociation seront donc cruciaux : il faut avancer. La grave pénurie de professionnelles en soins qui sévit dans le réseau de la santé le rend extrêmement vulnérable et met les patients et les professionnelles en soins à risque.

Le gouvernement n'en fait pas assez pour s'attaquer à cette pénurie. La population le voit bien. La fin de la session parlementaire à Québec se rapproche et il est temps d'accentuer la pression dans cette dernière ligne droite avant que le gouvernement ne se mette en mode estival.

Un mois de mobilisation intense

Depuis le rejet du dernier dépôt patronal, le 6 avril dernier, les équipes de la FIQ se sont mobilisées partout au Québec, sous le thème « Payée au féminin », slogan qui représente l'absurdité de la discrimination salariale dont les membres de la FIQ et de l'APTS font les frais. Une campagne publicitaire sur le même thème s'est déployée à la radio, à la télévision, sur les tableaux d'affichage et dans les médias numériques et traditionnels.

Au même moment s'amorçait une période d'intensification de la mobilisation qui a vu passer tant au niveau local qu'au niveau national des actions de visibilité, des actions commandos, des opérations de communication et des manifestations. Le point culminant de cette nouvelle phase de mobilisation a bien entendu été la grande manifestation nationale du 22 mai dernier ayant réuni plus de 1000 professionnelles en soins, professionnelles et techniciennes du réseau de la santé et des services sociaux, des membres d'organisations alliées et des citoyen-ne-s.

C'est donc en droite ligne avec cette phase de mobilisation que les déléguées de la FIQ ont adopté le 25 mai une résolution visant à hausser le ton d'un cran et à entamer des démarches qui va nous mener vers une consultation des membres sur la grève au moment jugé opportun.